

«What's the matter with old McGill?», avions-nous l'habitude de chanter. Tout va très bien, monsieur le Président, tout va très bien!

* * *

● (1405)

LES PÊCHES

LE SECTEUR DE LA PÊCHE AU HARENG EN COLOMBIE-BRITANNIQUE—LE TARIF POUR UN PERMIS DE PÊCHE À LA SEINE

M. George Henderson (Egmont): Monsieur le Président, la pêche aux oeufs de hareng en Colombie-Britannique a besoin d'un coup de pouce de la part du ministre des Pêches et des Océans (M. Siddon). A l'heure actuelle, il y a dans ce secteur environ 250 détenteurs de permis de pêche à la seine et plus de 1 300 détenteurs de permis pour la pêche au filet maillant. Ces dernières années, c'est devenu un cauchemar pour beaucoup de pêcheurs.

On admet généralement que les entreprises de pêche possèdent maintenant un grand nombre des permis de pêche à la seine, et ces entreprises publient dans les journaux des annonces pour faire savoir qu'elles sont intéressées à acheter ou à louer d'autres permis détenus par des gens qui ne veulent plus s'en servir. Le tarif annuel pour un permis de pêche à la seine est de \$2 000. Les pêcheurs qui veulent travailler dans ce secteur sont forcés de se livrer à une surenchère féroce pour acheter ces permis. L'année dernière, un permis de pêche à la seine se vendait \$50,000 et plus. Certains propriétaires de bateaux ont loué plusieurs permis, se trouvant ainsi à réduire le nombre d'emplois dans ce secteur.

Le Syndicat uni des pêcheurs et des travailleurs assimilés estime que 400 emplois sont disparus l'année dernière et que près de 300 autres pourraient disparaître cette année. En mars dernier, le ministre a tenu les propos suivants qui ont été rapportés par le *Sun* de Vancouver: «Les bénéficiaires devraient être ceux qui travaillent directement dans ce secteur, et non pas des gens qui sont assis dans un bureau quelque part».

Le ministre est resté assis dans son bureau depuis près d'un an et la patience des pêcheurs est à bout. J'exhorte le ministre à prendre immédiatement des mesures.

* * *

[Français]

L'ÉCONOMIE

LA PERFORMANCE DU GOUVERNEMENT

M. Gabriel Desjardins (Témiscamingue): Monsieur le Président, grâce aux bonnes politiques économiques mises de l'avant par notre gouvernement et à la confiance rétablie dans l'économie canadienne, pour une deuxième année consécutive, la pauvreté a diminué au pays, alors que le revenu familial moyen a augmenté. En 1986, le nombre de Canadiens vivant sous le seuil de la pauvreté a chuté de 262 000, alors que le

Article 21 du Règlement

revenu familial moyen a augmenté de 741 \$. En 1986, 3 689 000 Canadiens vivaient sous le seuil de la pauvreté, cela représentant 525 000 de moins qu'en 1984.

Le revenu familial s'est accru en 1986, pour une deuxième année consécutive. Après inflation, l'augmentation du revenu familial s'est accrue de 741 \$, soit près de 2 p. 100 de plus qu'en 1985. Le revenu familial moyen a augmenté de plus de 1 636 \$ en 1986, soit 4.2 p. 100 de plus qu'en 1984.

Au Québec plus particulièrement, il faut noter que le pourcentage des familles et des personnes seules vivant sous le seuil de la pauvreté a sensiblement diminué.

J'aimerais terminer, monsieur le Président, en me disant assuré que l'initiative prise par notre gouvernement favorisant le libre-échange avec les États-Unis va contribuer à réduire encore davantage la pauvreté au pays, en faisant en sorte de créer plus d'emplois, d'accroître les revenus et de réduire les prix à la consommation.

* * *

[Traduction]

PETRO-CANADA

L'AVENIR DE LA RAFFINERIE DE PORT MOODY

M. Ian Waddell (Vancouver—Kingsway): Monsieur le Président, Petro-Canada se propose de cesser le raffinage de pétrole brut à sa raffinerie de Port Moody, en Colombie-Britannique. Il y a seulement deux raffineries en Amérique du Nord qui, par leur sécurité et leur efficacité, ont mérité d'être classées cinq étoiles, et Port Moody est l'une d'elles.

M. St. Germain: Bravo!

M. Waddell: Mon honorable ami sera heureux de l'apprendre.

On transportera à Port Moody, à partir d'Edmonton et via le pipeline qui franchit les montagnes, du distillat de naphte obtenu par fractionnement du pétrole brut. Cela entraînera la fermeture d'une partie de la raffinerie de Port Moody et la perte d'emplois et d'argent pour la collectivité. Ce sera le commencement de la fin pour les raffineries de Petro-Canada à Port Moody et à Fort St. John, en Colombie-Britannique.

Je vous rappelle, monsieur le Président, que la récente tornade qui a frappé Edmonton est passée tout près du quartier des raffineries. Si Petro-Canada concentre toutes ses activités de raffinage à Edmonton, une catastrophe d'origine naturelle ou humaine aurait des conséquences désastreuses pour le sud-ouest de la Colombie-Britannique. Notre économie serait durement touchée.

Je demande donc aux dirigeants de Petro-Canada de reconsidérer leur décision quant à la raffinerie de Port Moody. A défaut de cela, peuvent-ils au moins donner aux travailleurs et aux citoyens de Port Moody l'engagement que Petro-Canada ne fermera pas la raffinerie et que les travailleurs seront traités équitablement comme ils l'ont été dans le passé?